

Financement des populations vulnérables dans les pays d'Afrique sub-Saharienne : le double déficit de l'agriculture

Alain DE JANVRY ET Elisabeth SADOULET

➔ ALAIN DE JANVRY, Professeur d'économie à l'Université de Californie à Berkeley et Senior Fellow à la Ferdi.

➔ ELISABETH SADOULET, Professeur d'économie à l'Université de Californie à Berkeley et Senior Fellow à la Ferdi.

Abstract

L'agriculture en Afrique subsaharienne (ASS) souffre d'un double déficit. D'une part un déficit de production non-seulement céréalier, mais aussi dans la transformation agricole vers des cultures à haute valeur ajoutée. Ce déficit de production est marqué par un retard croissant de l'ASS par rapport aux autres régions du monde en termes de rendements et d'utilisation d'engrais et d'irrigation. Il contribue à la montée des prix, à l'augmentation de la dépendance sur les importations de céréales, et à l'accroissement de la faim. D'autre part un déficit de construction de chaînes de valeur efficaces qui lient la nouvelle consommation urbaine à la production de la petite agriculture domestique et lui permettent ainsi d'être potentiellement compétitive avec les importations en qualité et en prix.



.../... Ces deux déficits sont à résoudre dans le contexte d'une forte pression démographique, avec une pénurie d'emplois pour les jeunes, et d'une vulnérabilité accrue au changement climatique. Réduire le déficit de production requiert plus d'investissements publics (et donc d'aide internationale) en support à la Révolution Verte et à la Transformation Agricole. Réduire le déficit de connexion à la consommation urbaine requiert plus d'investissements privés dans les chaînes de valeur et un partenariat public-privé (avec support de l'aide internationale) pour les biens publics en support de ces chaînes.

Dans cette note nous explorons les besoins de financement des populations vulnérables en ASS et les modalités potentielles de ce financement pour faire face aux deux déficits identifiés.

► 1. Le contexte

Agriculture

La majorité des populations pauvres et vulnérables (c.-à-d. à risque de tomber en pauvreté ou, si en pauvreté, de tomber dans un piège de pauvreté) en Afrique subsaharienne (ASS) sont rurales et dépendent directement (par la production) ou indirectement (par le marché du travail agricole et les activités de transformation) de la production agricole (y compris élevage, pêche et produits forestiers) comme source de sécurité alimentaire et de revenu. La plupart des ménages dans la petite agriculture sont des acheteurs nets de denrées agricoles et donc affectés négativement dans leur bien-être par la montée des prix des produits alimentaires ainsi que la montée des prix des coûts des facteurs de production tels que engrais chimiques et énergie.

Pauvreté et vulnérabilité

Depuis 2020, pauvreté et vulnérabilité ont augmenté significativement en ASS du au cumul

de plusieurs chocs : l'épidémie de Covid19, la montée des prix de l'énergie et des engrais, le changement climatique, la déstabilisation des chaînes de valeur internationales des produits agricoles, l'inflation et la montée des taux d'intérêt, les dévaluations et la montée des prix des biens importés (intrants, alimentation, biens de capitaux). En ASS, le nombre de personnes en pauvreté extrême (avec une consommation en dessous de 1.9\$/jour) a augmenté de 8.5% de 2019 à 2022, atteignant aujourd'hui 460 millions de personnes (Banque mondiale, 2022).

Inflation et déficit de production

Les prix des denrées alimentaires de grande consommation ont augmenté de 24% entre 2020 et 2022 (FMI, 2023). L'inflation trouve son origine plus dans la baisse de l'offre et que dans la montée de la demande. Elle doit donc être combattue plus par l'augmentation de l'offre (domestique et importations) (Rodrik, 2022) que par la compression de la demande (montée des taux d'intérêt) (Stiglitz, 2023).

► 2. Les déficits

Les deux déficits du monde agricole en ASS

- Un déficit de production du au changement climatique (montée du risque et besoin d'adaptation des systèmes de production à la hausse de la température et aux chocs climatiques tels que sécheresses, inondations, et chaleur), à la montée des prix des intrants, et aux défaillances des marchés de la terre, du capital (crédit, assurance) et du travail (peu de purs salariés agricoles). Faire face à ce retard de la production requiert l'adoption de technologies modernes telles que semences améliorées, engrais et produits chimiques dans une perspective de soutenabilité. Les contraintes à l'adoption de nouvelles technologies (principalement accès au crédit, réduction du risque, accès pour les agriculteurs à l'information et la

connaissance, et transactions sur des marchés facilement accessibles et compétitifs) doivent donc être levées pour dynamiser la production. Les efforts considérables faits pour lever ces contraintes (AGRA, Fondation Gates) ont cependant eu des effets agrégés modestes, incapables d'induire une convergence de la productivité de l'agriculture de l'ASS avec celle des autres continents, et incapables d'enrayer la forte montée des importations de céréales.

- Un déficit de réponse à la demande urbaine : la population en ASS est en forte croissance et de plus en plus urbanisée (41,3 % d'urbains, avec un taux de croissance élevé atteignant 4,5 % par an) ce qui change les habitudes alimentaires vers la consommation de céréales adaptées au mode de vie urbain (blé et riz qui sont principalement importés au niveau de la région) et de produits à haute valeur ajoutée (produits animaux, fruits et légumes, huiles, produits transformés) avec une qualité certifiée en particulier dans les dimensions phytosanitaire et nutritionnelle. Le manque de chaînes de valeur domestiques efficaces pour ces produits et de reconnaissance de la qualité par les marchés favorisent les importations au détriment de la transformation de l'agriculture domestique (la Transformation Agricole). Cela contribue à une montée rapide des importations et de la dépendance alimentaire, et en un manque à gagner pour les populations agricoles domestiques qui sont confinées aux produits de basse valeur ajoutée (céréales, manioc) et de basse qualité (tels que blé en Éthiopie, oignons au Sénégal). Faire face à ce déficit de réponse à la demande urbaine requiert la construction de chaînes de valeur locales qui partent de la spécificité de la demande effective urbaine, assurent la reconnaissance de la qualité, et permettent de résoudre les défaillances de marché par le stockage et la contractualisation. L'offre de produits domestiques transformés pour la consommation urbaine permet aussi le développement de l'agro-industrie locale, source de création de revenus ruraux non-agri-

coles et base de l'industrialisation par substitution d'importation. Il est bien connu à travers le monde que l'accès à des sources de revenu ruraux non-agricoles complémentaires à l'activité agricole directe est un facteur essentiel pour la lutte contre la pauvreté des ménages ruraux.

► 3. Éléments de réponse

Dans la perspective de ces deux déficits, le financement de l'agriculture paysanne en ASS aurait donc deux grands objectifs

Le financement de la production des denrées de base. Sur la base des expériences des 20 dernières années, les éléments de réponse sont les suivants :

- La construction institutionnelle de facteurs qui éliminent ou contournent les défaillances de marché qui entravent l'adoption de nouvelles technologies. Cette stratégie a été poursuivie de façon importante dans les 20 dernières années, avec des succès ponctuels importants en particulier dans la microfinance, l'assurance, la vulgarisation, et la réduction des coûts de transaction dans l'accès aux marchés (Magruder, 2018 ; Suri et al., 2022). Ces innovations institutionnelles ont cependant été insuffisantes pour permettre un rattrapage de la productivité céréalière en termes de rendements et d'utilisation d'engrais modernes.

- La gestion de la vulnérabilité et de la résilience. Avec la déstabilisation climatique, le risque en agriculture paysanne devient une préoccupation majeure et demande des réformes institutionnelles et une intervention publique en support de l'adoption des technologies et institutions qui permettent de réduire les risques et leurs conséquences sur la production et le bien-être des familles. Cette réduction du risque peut se faire ex-ante par la gestion du risque (technologie résiliente, assurance indicelle, ligne de crédit contingent) ou ex-post par la

réponse aux chocs (transferts dans le cadre de programmes de protection sociale). L'approche par l'assurance indicelle est théoriquement attrayante, mais de fait peu adoptée sans fortes subventions ou comme contrainte à l'accès au crédit. L'utilisation de lignes de crédit contingentes aux chocs climatiques a été essayée par BRAC au Bangladesh et a besoin d'expérimentation dans le contexte africain.

- La reconnaissance de l'hétérogénéité des conditions de production et des contraintes à l'adoption en agriculture pluviale, et donc la personnalisation des réponses au niveau local, est nécessaire à l'adoption. L'ASS souffre d'un fort déficit de recherche et développement pour l'agriculture comparée aux autres continents (Goyal et Nash, 2016). Organiser la recherche agricole pour faire face à l'hétérogénéité locale, tout en préservant des économies d'échelle dans la recherche et la vulgarisation, est un véritable défi en quête d'innovations régionales.

- L'investissement dans l'irrigation pour permettre une transition des céréales (Révolution Verte) peu profitables en économie ouverte (sans protectionnisme invoqué par exemple par la Fondation Farm (Debar, 2021)) aux cultures à haute valeur ajoutée (Transformation Agricole). L'irrigation ne couvre que 7% des surfaces cultivées en ASS comparé à plus de 60% en Asie du Sud-Est, et les terres irriguées ont souvent des difficultés à passer de la culture céréalière (riz, maïs) aux cultures à haute valeur ajoutée comme l'oignon au Sénégal (Bernard et al., 2017) et les fruits et légumes au Rwanda (Jones et al., 2022).

La construction de chaînes de valeur inclusives de la petite agriculture qui lie consommateurs urbains et producteurs domestiques, avec une production de produits de haute valeur ajoutée compétitive en qualité et prix avec les importations (Swinnen, 2018; de Braw et Bulte, 2021). La reconnaissance de la qualité est coû-

teuse à mettre en place quand la production à son origine dans un grand nombre de petits agriculteurs dont les achats par les commerçants sont agrégés et donc mélangés sans traçabilité. La mise en place de chaînes de valeur requiert de coordination entre agents qui peut trouver son origine dans un agent commercial dominant (downstream) ou dans une organisation de producteurs (upstream) (de Janvry, Sadoulet et Trachtman, 2019). Les bailleurs de fonds (p.e. le CGIAR) peuvent aussi organiser des plateformes qui réunissent l'ensemble des agents de la chaîne de valeur (filère de la pomme de terre au Pérou). Les « alliances productives » sont une innovation institutionnelle importante soutenue par la Banque mondiale qui contractualise les organisations de producteurs avec des partenaires commerciaux (grossistes, agro-industriels) et a fait ses preuves en Amérique Latine avec des expériences prometteuses en Afrique de l'ouest.

La coordination de l'aide et donc la planification compréhensive devient essentielle pour rendre compatible investissement dans le développement avec ceux pour lutter contre le changement climatique et protéger la biodiversité. Ce retour à la planification est une étape remarquable dans l'histoire du développement où a planification était initialement si importante (p.e. Tinbergen, Adelman) pour être ensuite rejetée après l'échec de l'approche centralisée et l'attaque du Consensus de Washington après la crise de la dette des années 80, élevant le concept de marché comme supérieur à la planification. Le retour à la planification compréhensive requiert de nouvelles approches qui combinent observation directe, expérimentation, et simulation pour la quantification des modèles utilisés.

► 4. Conclusion

Dans le contexte d'une forte poussée démographique et du défi de l'adaptation au changement climatique, l'agriculture en ASS

fait face à un double déficit qui menace le rôle qu'elle peut apporter au développement, ainsi que à la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire : un déficit de production aussi bien céréalière que de produits de haute valeur ajoutée, et un déficit de construction de chaînes de valeur qui lient la consommation urbaine à la capacité de production de l'agriculture domestique et rendent cette dernière potentiellement compétitive avec les importations. Réduire le risque dans la production agricole et augmenter la résilience est une dimension importante de la résolution de ces deux déficits. L'objectif de réduction des importations agricoles et de développement de la production par substitution aux importations n'est pas un argument guidé par un objectif d'autosuffisance alimentaire, mais la conquête d'un espace d'activité économique pour induire la croissance et créer des emplois pour la jeunesse. L'aide internationale en support à la Révolution Verte, à la Transformation Agricole, et à la construction de chaînes de valeur domestiques modernes est dans ce contexte un instrument important de réponse à ces déficits. Attaquer ces deux déficits offre à l'ASS une opportunité unique d'investir dans l'agriculture pour faire une utilisation effective de l'agriculture pour le développement.

► Références

- **Banque mondiale (2022)** "April 2022 global poverty update from the World Bank." <https://blogs.worldbank.org/opendata/april-2022-global-poverty-update-world-bank>
- **FMI (Fond Monétaire International) (2023)** Consumer Price Index. <https://data.imf.org/?sk=4FFB52B2-3653-409A-B471-D47B46D904B5>
- **Rodrik D. (2022)** "Inflation Heresies." Project Syndicate. January 11. <https://www.project-syndicate.org/commentary/correct-policies-to-fight-inflation-depend-on-context-by-dani-rodrik-2022-01>
- **Stiglitz J. (2023)** "How Not to Fight Inflation" Project Syndicate January 26. <https://www.project-syndicate.org/commentary/us-inflation-fed-interest-rates-high-costs-dubious-benefits-by-joseph-e-stiglitz-2023-01>
- **Magruder J. (2018)** "An assessment of experimental evidence on agricultural technology adoption in developing countries" *Annual Review of Resource Economics* (10): 299–316.
- **Suri T., Udry C., Aker J., Falcao Bergquist L., Goldstein M., Jayne T., Magruder J., Michelson H., Startz M., Tjernstrom E. (2022)** "Agricultural Technology in Africa" *VoxDevLit* 5.1, Dec.
- **Goyal A., and Nash J. (2016)** "Reaping richer returns: Public spending priorities for African agriculture productivity growth" Washington D.C.: World Bank Group.
- **Debar J-C (2021)** "Réorienter le soutien à l'agriculture : un rapport qui laisse sur sa faim" Fondation FARM.
- **Bernard T., de Janvry A., Mbaye S., Sadoulet E. (2017)** "Expected product market reforms and technology adoption by Senegalese onion producers" *American Journal of Agricultural Economic* 99(4): 1096–1115.
- **Jones M., Kondylis F., Loeser J., Magruder J. (2022)** "Factor Market Failures and the Adoption of Irrigation in Rwanda" *American Economic Review* 112(7): 2316–52.
- **Swinnen J. (2018)** "Inclusive value chains to accelerate poverty reduction in Africa" Working Paper, Economics Department, Leuven University.
- **De Braw A., Bulte E. (2021)** *African farmers, value chains, and agricultural development*. Palgrave MacMillan.
- **de Janvry A., Sadoulet E., Trachtman C. (2019)** "Achieving Coordination in Agricultural Value Chains: The Role of Lead Agents and Multi-stakeholder Platforms" Washington D.C.: IFPRI.



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.



Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 73 17 75 30

n° ISSN : 2275-5055

